

Administration publique, par ANDRÉ MOLITOR. Un vol., 8½ po. x 5¼. relié, 203 pages. (Collection « Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur »). — Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, Place de Fontenoy, Paris (7^e), 1958

A. P.

Volume 35, numéro 1, avril–juin 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001374ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001374ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

P., A. (1959). Compte rendu de [*Administration publique*, par ANDRÉ MOLITOR. Un vol., 8½ po. x 5¼. relié, 203 pages. (Collection « Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur »). — Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, Place de Fontenoy, Paris (7^e), 1958]. *L'Actualité économique*, 35(1), 166–167. <https://doi.org/10.7202/1001374ar>

n'estime-t-on pas que l'industrie américaine dépense 90 cents en recherches sur la production contre 10 cents en recherches sur la distribution et la vente? Ce qui n'empêche pas que, pendant ce temps-là, on reconnaît que, grâce aux progrès de la technologie, il arrive que l'on puisse produire plus qu'on est capable de vendre. Dans une telle conjoncture, comment sous-estimer l'importance d'une fonction qui consiste à créer la demande autant qu'à s'occuper de la satisfaire?

Depuis trente ans, la *Boston Conference on Distribution* s'efforce de stimuler l'intérêt du monde des affaires et de celui de la politique ainsi que du public en général, tant aux États-Unis que dans les autres pays, sur l'importance d'accroître l'efficacité de la distribution et d'améliorer les relations commerciales à l'intérieur du monde libre.

Le thème des assises de 1958 étant «Distribution et progrès universel», la Conférence avait à établir la part qui revient à la distribution dans les progrès du monde et à rechercher les moyens d'augmenter encore cette contribution.

Une vingtaine de rapporteurs étudient divers aspects de la distribution dans divers domaines et dans divers pays. Une des études attirera sans doute davantage le lecteur canadien, puisqu'un membre du cabinet canadien, Mme Ellen-L. Fairclough, y brosse un bon tableau de l'économie canadienne du point de vue du commerce international.

Camille Martin

Administration publique, par ANDRÉ MOLITOR. Un vol., 8½ po. × 5¼, relié, 203 pages. (Collection «Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur»). — Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, Place de Fontenoy, Paris (7^e), 1958.

Depuis la dernière guerre mondiale, les citoyens de la plupart des États sont de plus en plus tentés par la recherche d'un pouvoir capable de les délivrer du poids de certaines responsabilités qu'ils assumaient auparavant et qui désormais sont devenues trop lourdes. Ceci suppose une administration infiniment plus poussée et par conséquent des cadres d'administrateurs capables de faire face à des tâches nouvelles.

L'ouvrage de Molitor a été fait dans le but de donner un aperçu de l'enseignement des sciences administratives dans les différents pays du monde. L'auteur décrit l'évolution historique de cet enseignement, son orientation passée et actuelle, les recherches effectuées dans ce domaine et les méthodes qui y ont été appliquées.

Le développement des sciences administratives a été plus rapide et plus poussé dans les pays neufs que dans les pays européens où l'étude non juridique de l'administration publique fut entreprise bien plus tard, sous la pression du progrès des autres sciences sociales. Un conflit oppose encore ceux qui estiment que l'administration est une matière dépendante de la science légale et ceux qui jugent qu'elle présente un phénomène social particulier. L'école des philosophies politiques classiques, par exemple, considère l'étude de l'administration, en tant que telle, indigne de figurer au rang des disciplines universitaires.

Sur le plan international, la France et l'Angleterre restent fortement attachées à l'idée que les sciences administratives n'existent qu'en liaison étroite avec les sciences politiques, économiques et juridiques, tandis que les États-Unis considèrent qu'il s'agit d'une branche d'enseignement et d'étude digne d'intérêt en soi. De même dans le domaine des relations entre les universités et les administrations publiques, ils préconisent des contacts infiniment plus suivis qu'en Europe où la tradition de la liberté académique place les universitaires à un autre niveau. Bien entendu, la tendance américaine a permis aux sciences administratives de prendre une ampleur infiniment plus grande que partout ailleurs.

Pénétré d'un profond optimisme au sujet de la collaboration présente et à venir entre les universités et l'administration publique, l'auteur nous dit: «il est à souhaiter que le service public, employeur futur, fasse connaître à l'Université ses vœux et ses besoins à l'égard de l'enseignement qu'il convient qu'elle dispense». Accepter ce vœu, c'est souscrire à une condamnation de tout un système d'enseignement basé sur la compétence des professeurs et sur la latitude qui leur est laissée de donner un enseignement guidé uniquement par les vérités scientifiques. En voulant mettre en relief l'importance incontestable de maintenir l'étude des sciences administratives en contact étroit avec la vie professionnelle, l'auteur ne se préoccupe que de l'efficacité de l'enseignement de cette matière.

À la fin du volume, le lecteur trouvera des indications concernant les différents types de programmes d'enseignement appliqués dans divers pays.

Incontestablement, le livre de M. André Molitor est très intéressant comme source de renseignements dans un domaine nouveau et rarement traité par des auteurs français. Tout en lui reprochant un optimisme qui présente certains dangers, il faut souligner l'important effort de recherches et de synthèse qui a permis la publication de cet ouvrage.

A.P.

Capital Formation and Foreign Investment in Underdeveloped Areas, par CHARLES WOLFE JR. et SIDNEY C. SUPRIN. Un vol., 9¼ po. × 6¼, relié, 170 pages. — Syracuse University Press, Syracuse 10, New-York, 1958. (\$3.00).

Le développement économique des pays sous-développés est, selon une opinion qui semble assez répandue, le plus grave problème économique du monde contemporain. C'est un problème complexe et aux implications multiples auxquelles les économistes non seulement ne sont pas sûrs d'avoir apporté les bonnes solutions, mais qu'ils ne sont même pas sûrs d'avoir attaqué d'une façon convenable.

Cette insuffisance de la théorie n'empêche cependant pas un effort considérable de se déployer. Aux États-Unis seulement, au moins une douzaine de grandes universités se sont lancées dans des études sur ce problème, et cela en plus des études menées par divers organismes gouvernementaux et par plusieurs groupements privés.

Au total, beaucoup de recherches complétées ou sur le métier, d'où le besoin qu'ont senti les auteurs et qui est à l'origine de cet ouvrage, de dresser un inventaire de ces travaux afin, d'un côté, d'en extraire plus facilement les idées